

L'Europe doit arrêter de taper sur l'Italie

EDOUARD TETREAU ([HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/?ID=21810](https://www.lesechos.fr/journalistes/?id=21810)) / Associé-gérant de Mediafin | Le 06/11 à 17:06 | Mis à jour le 07/11 à 08:33



Le ministre italien de l'Economie et des Finances, Giovanni Tria, avec le commissaire européen aux Affaires économiques et budgétaires Pierre Moscovici, le 18 octobre dernier à Rome. - AFP

CHRONIQUE - Bruxelles a choisi une ligne dure face au budget présenté par le gouvernement Conte. Or l'Italie mérite autre chose que des insultes et des menaces. D'autant que sa situation économique présente bien des points communs avec la nôtre...

« *Ils sont fous ces Romains.* » L'antienne joyeuse d'Astérix et Obélix, face aux légions de César qui veulent en découdre avec le village des irréductibles Gaulois, prend une tournure nouvelle en 2018.

De Paris à Berlin en passant par Francfort et Bruxelles, on ne trouve pas de qualificatifs assez durs pour morigéner l'Italie depuis qu'elle **s'est dotée d'un gouvernement non conforme aux attentes des Européens vertueux** (<https://www.lesechos.fr/monde/europe/0301378667596-en-sabandonnant-aux-populistes-litalie-entre-dans-une-longe-periode-dinstabilite-2158508.php>). Il est vrai que l'attelage baroque de la Ligue du Nord et du Mouvement cinq étoiles, qui a porté Matteo Salvini et Luigi Di Maio au pouvoir en juin, ne devrait pas durer au-delà de l'espérance de vie moyenne d'un gouvernement italien depuis 1946, à savoir 360 jours.

Tel est apparemment le pari que font la France, l'Allemagne, la Commission de Bruxelles et la BCE. Les pressions diplomatiques se succèdent aux attaques verbales à répétition, quand elles ne versent pas tout bonnement dans l'insulte. Bruxelles a décidé d'ouvrir le feu technocratique et de frapper au portefeuille. Là où cela peut faire très mal à un pays qui nous ressemble tant, en termes **de dette publique excessive** (<https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/0600053566456-forte-detente-sur-la-dette-italienne-apres-la-note-de-sp-2217496.php>), de croissance molle et de chômage structurel élevé, notamment chez les jeunes. 37% des Italiens de moins de 25 ans sont sans emploi.

À LIRE AUSSI

La délicate partition des Européens face au budget italien

(<https://www.lesechos.fr/monde/europe/0600090842901-la-delicate-partition-des-europeens-face-au-budget-italien-2219111.php>)

La sentence du commissaire aux Affaires économiques **est tombée le 18 octobre :**

(<https://www.lesechos.fr/monde/europe/0302436037397-budget-litalie-exaspere-les-europeens-2214856.php>) dérapage budgétaire « *sans précédent dans l'histoire du Pacte de stabilité et de croissance* ». Bigre. L'affaire est suffisamment grave pour que **la Commission**

retoque le budget 2019 de l'Italie

(<https://www.lesechos.fr/monde/europe/0600022321970-bruxelles-rejette-fermement-le-projet-de-budget-italien-2216038.php>). Les cancre sont priés de revoir leur copie, sinon il y aura sanction disciplinaire - cela s'appelle une procédure pour déficits excessifs.

Attaque en règle sur les marchés

Au bout du chemin, la Commission pourrait infliger à ces mauvais élèves une amende allant jusqu'à 0,2% du PIB, soit 3,2 milliards d'euros. Message reçu par les investisseurs obligataires mondiaux, qui mènent depuis cet été une attaque en règle contre la signature de l'Etat italien. On voudrait sciemment provoquer une nouvelle crise de l'euro que l'on ne s'y prendrait pas autrement.

À LIRE AUSSI

[L'inexorable dérive de l'Italie vers « l'illibéralisme » \(https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0302419723992-linexorable-derive-de-litalie-vers-lilliberalisme-2214703.php\)](https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0302419723992-linexorable-derive-de-litalie-vers-lilliberalisme-2214703.php)

Qui sont les fous et les vertueux dans cette affaire stupéfiante, où les principales institutions de l'Europe semblent décidées à faire plier le plus vite possible un gouvernement issu d'un vote démocratique, a priori non manipulé par des puissances étrangères ? L'Italie, ce pays et ce peuple qui nous ressemblent le plus, et avec qui nous avons une histoire commune de 2.000 ans, a pourtant été bien seule face aux fléaux que lui ont infligés l'histoire récente et sa géographie, à savoir ses tremblements de terre (700 morts depuis les années 2000), la lèpre mafieuse, et, dans un autre registre, les 750.000 migrants échoués sur ses côtes depuis 2011.

Qu'avons-nous fait pendant toutes ces années, pour l'Italie ? Rien, ou si peu. Est-ce une raison suffisante pour se rattraper et lui infliger des leçons européennes d'orthodoxie (https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_orthodoxie.html#xtor=SEC-3168) budgétaire et fiscale, tout en refoulant à sa frontière les migrants dont nous ne voulons pas ?

Points communs avec la France

Regardons d'un peu plus près le budget d'épouvante que l'Italie s'est donné pour 2019. Un déficit à 2,4% du PIB ? La belle affaire : le déficit français sera de 2,6% fin 2018. C'est déjà mieux que les 4,3% de déficits assumés par le ministre des Finances en 2013, Pierre Moscovici (<https://www.lesechos.fr/monde/europe/0302323502128-italie-bruxelles-denonce-un-budget-hors-des-clous-2209495.php>) .

Deuxième scandale : un âge de la retraite qui baisserait à 62 ans. Honte aux paresseux ? Il s'agit pourtant de l'âge légal de la retraite en France, dont on ne comprend toujours pas pourquoi, en 2018, il n'a pas été relevé à 65 ou 67 ans, à l'instar de l'Allemagne et de la

Grande-Bretagne.

Troisième casus belli : un revenu universel pour les chômeurs de 780 euros mensuels. Quelle horreur : 229 euros de plus que le RSA français pour une personne seule et sans enfant - mais 46 euros de moins que le RSA pour une personne avec un enfant à charge.

À LIRE AUSSI

[La duperie des régimes forts, par Eric Le Boucher \(https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0600071319516-la-duperie-des-regimes-forts-2218534.php\)](https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0600071319516-la-duperie-des-regimes-forts-2218534.php)

Enfin, indignation suprême : [la réforme fiscale du gouvernement Conte \(https://www.lesechos.fr/monde/europe/0302395720088-le-gouvernement-italien-reste-sourd-aux-critiques-emises-sur-son-budget-2212865.php\)](https://www.lesechos.fr/monde/europe/0302395720088-le-gouvernement-italien-reste-sourd-aux-critiques-emises-sur-son-budget-2212865.php) propose de simplifier et de baisser l'impôt sur les sociétés et les particuliers, à 2 tranches de 15 et 20%. Ce n'est effectivement pas très malin dans un pays à l'Etat si pauvre et aux fortunes privées si élevées, et où l'évitement de l'impôt est un sport national. Mais la France, championne du monde développé des prélèvements obligatoires, est-elle crédible dans cette leçon fiscale ? Et le président de la Commission européenne, Premier ministre pendant dix-huit ans d'un des pires paradis fiscaux de l'Union européenne, peut-il sans rire afficher une quelconque vertu dans ce domaine ?

L'Italie, pays pilier de la construction européenne depuis le traité de Rome, mérite autre chose que des insultes et une mise au ban de la communauté internationale, au prétexte que ses probables éphémères leaders du moment seraient moins présentables que les gouvernements technocratiques de MM. Renzi, Monti et Letta, qui ont tous échoué dans les urnes comme dans leurs tentatives de redressement de l'économie du pays.

Sauf à vouloir jeter l'Italie dans les bras de vrais fascistes - car la Ligue du Nord d'Umberto Bossi n'est pas le MSI de Giorgio Almirante - ou dans le camp de Vladimir Poutine, le moment est venu d'aller non pas sur le pont d'Arcole, ou à Canossa, mais à Rome. Pour retisser et renforcer des liens évidents entre nos deux pays, en vue de réinventer une Union européenne moribonde, dépourvue de leadership moral et de vigueur démocratique. Sinon, ni l'Europe ni, évidemment, l'euro ne survivraient à une telle déchirure.

Edouard Tétreau est associé gérant de *Mediafin*.

Edouard Tétreau